

Circuits courts et transition écologique.

Trollé A, Chiffolleau Y, Peres J - Avril 2021.



Résumé

Les circuits courts alimentaires ont-ils un effet positif sur les gaz à effet de serre, la pollution, la biodiversité ?

Pour le transport des marchandises par ex, si on ne tient compte que du bilan carbone par kilo transporté, les circuits courts, avec leurs camionnettes à moitié vides et des consommateurs qui se déplacent sur un point de vente à la ferme pour acheter quelques kilos de produits contribuent davantage au réchauffement climatique que les transports longue distance par camion ou bateau¹. Cette caractéristique liée aux circuits courts sert d'argument aux lobbies industriels pour promouvoir la filière industrielle alimentaire.

Le sujet mérite donc une attention particulière, afin que les acteurs qui travaillent au développement des circuits courts alimentaires (ci-après 'facilitateurs') :

- aient connaissance des « maillons faibles » des circuits courts
- sachent argumenter auprès de leurs interlocuteurs, se défendre parfois et
- sachent prendre les décisions (ou impulser des dynamiques), qui vont permettre d'améliorer le bilan environnemental du ou des projet(s) qu'ils animent

C'est l'objectif de ce paragraphe.

Les circuits courts sont l'aiguillon, le fer de lance non seulement d'une économie re-localisée mais aussi d'une « autre économie », plus écologique, plus démocratique, plus solidaire². Les différents éléments qui composeront cette nouvelle économie ne sont pas encore connectés entre eux, contrairement à l'économie mondialisée. Il reste donc de fortes marges de progrès, tant sur le plan organisationnel qu'environnemental. Dans le domaine du dernier kilomètre par exemple, nous verrons dans les indicateurs ci-dessous que les villes s'emparent du sujet (mise en place des « Low Emission Zones » (LEZ) et doivent revoir le transport de marchandises afin de respecter les critères environnementaux.

Les facilitateurs peuvent (et doivent) s'appuyer sur des partenaires qui ont des objectifs partagés en matière environnementale pour réussir le pari écologique des circuits courts.

Nous vous proposons ci-dessous de :

- passer en revue les éléments qui peuvent influencer le bilan environnemental des projets de circuit court.
- donner des pistes d'actions, illustrées quand cela est possible d'exemples de réalisation.

¹ Malak-Rawlikowska, A.; Majewski, E.; Waś, A.; Borgen, S.O.; Csillag, P.; Donati, M.; Freeman, R.; Hoàng, V.; Lecoœur, J.-L.; Mancini, M.C.; et al. Measuring the economic, environmental, and social sustainability of short food supply chains. Sustainability 2019, 11, 4004.

² Chiffolleau, Y.; Millet-Amrani, S.; Rossi, A.; Rivera-Ferré, M.G.; Lopez Merino, P. The participatory construction of new economic models in short food supply chains. J. Rural Stud. 2019, 68, 182-190.

Les facteurs qui impactent le bilan environnemental et pistes pour l'améliorer

Les techniques de production agricole : La priorité

Ce poste contribue pour plus de 50% au bilan global³, bien avant le transport, l'emballage, la transformation.

L'enjeu, pour un facilitateur, est donc à la fois de travailler avec des agriculteurs qui ont des pratiques agro-écologiques exemplaires et d'encourager le changement de pratiques chez les autres. Voici quelques éléments sur lesquels il pourra s'appuyer :

les intrants

Les engrais minéraux (l'azote par ex), largement utilisés en agriculture classique, proviennent d'énergie fossile. Leur utilisation est souvent corrélée à des pratiques qui privilégient la monoculture.

Les protéines : Les importations européennes de soja ont été multipliées par cinq depuis le début des années 70. Le soja joue un rôle moteur dans la déforestation de l'Amazonie et des savanes arborées⁴. L'Union européenne importe chaque année 17 millions de tonnes de protéines brutes végétales (soja, légumes secs, tournesol...), parmi lesquelles 13 millions de tonnes de graines de soja, ce qui en fait le deuxième importateur mondial derrière la Chine.

Les semences

Les semences sont sélectionnées pour le rendement davantage que pour la résistance aux maladies ou au stress hydrique. Le couple « semence - produits phytosanitaires » s'illustre parfaitement par des firmes multinationales qui développent l'un et l'autre (ex Syngenta)

L'autonomie énergétique (et source : fossile ou renouvelable)

Tout ce qui permet d'économiser de l'énergie fossile va améliorer le bilan environnemental de l'agriculteur.

Saisonnalité des produits :

³ voir graphique annexe 2

⁴ Alimenterre : <https://www.alimenterre.org/l-impact-des-importations-europeennes-de-soja>

Chaque territoire, en Europe, a des productions adaptées aux saisons. Produire des tomates en hiver en Bretagne, même si elles sont consommées à proximité, aura un impact environnemental lié au chauffage d'une serre et à l'investissement matériel qui va avec.

La solution pour le facilitateur : S'appuyer sur des agriculteurs engagés dans l'agro-écologie et des territoires dans l'écologisation de l'agriculture

L'agro-écologie peut globalement être définie comme un ensemble cohérent permettant de concevoir des systèmes de production agricole qui s'appuient sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes, de réduire les pressions sur l'environnement et de préserver les ressources naturelles. En termes scientifiques, l'agro-écologie peut s'entendre comme une discipline au carrefour de l'agronomie, de l'écologie et des sciences sociales, et privilégiant les approches systémiques.⁵

Cela se traduit concrètement par exemple par :

- Un assolement qui inclut des légumineuses pour fixer l'azote dans le sol,
- La présence d'animaux (ou l'existence de coopérations entre des cultivateurs et des éleveurs) pour avoir du fumier et valoriser les co-produits de récolte,
- L'utilisation de semences paysannes pour une meilleure résistance aux maladies et aux ravageurs,
- Le non labour (ou un travail du sol minimum) qui contribue à l'amélioration de la fertilité naturelle des sols,
- La présence de couverts végétaux en hiver pour limiter l'érosion,
- Le choix de techniques de culture qui ne demandent pas ou peu d'irrigation afin de préserver la ressource en eau,
- La présence de haies bocagères (ou des pratiques d'agro-foresterie) pour favoriser un équilibre biologique,
- Des choix de production adaptés à la saisonnalité du territoire...

Des techniques économes en énergie, comme le séchage solaire en grange du fourrage; la traction animale, la méthanisation...

Voilà quelques bonnes pratiques qui peuvent guider le facilitateur lors de ses échanges avec les producteurs.⁶

En utilisant les techniques de l'agro-écologie, l'agriculteur va à la fois améliorer le bilan énergétique de sa ferme (et son autonomie), favoriser la biodiversité, diminuer ou supprimer l'utilisation de pesticides.

⁵ Noémie Schaller - « L'agroécologie : des définitions variées, des principes communs » - CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE - N°59 juillet 2013

⁶ voir <https://osez-agroecologie.org/pratiques-agroecologiques>

Mais mettre en oeuvre et réussir une démarche agro-écologique suppose de dépasser le stade de la ferme. « la plupart des enjeux environnementaux se jouent à des échelles spatiales supérieures : le maintien de la biodiversité au niveau des habitats et des paysages, la qualité de l'eau potable au niveau d'une aire d'alimentation de captage, l'érosion au niveau d'un bassin versant, la durabilité des résistances variétales au niveau des territoires et des bassins de production ou de collecte, la réduction des émissions de GES à un niveau global, etc. Ces échelles spatiales sont ainsi délimitées à la fois par des facteurs physiques (bassin versant) et en lien avec les activités humaines (bassin de collecte). Pour Reboud et al. (op. cit.), il s'agit de « concevoir des organisations spatio-temporelles des activités agricoles et des structures des paysages, adaptées aux caractéristiques du milieu, pour que les agriculteurs bénéficient des services rendus par la biodiversité, les milieux et réduisent les impacts sur l'environnement »⁷. Cette démarche **d'écologisation de l'agriculture**⁸ nécessite, pour sa mise en place, l'implication de tous les acteurs d'un territoire.

Le facilitateur doit donc s'intéresser à cette échelle territoriale, soit pour coopérer avec ses acteurs, soit pour les motiver à agir.

⁷ Noémie Schaller - « L'agroécologie : des définitions variées, des principes communs » - CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE - N°59 juillet 2013

⁸ Naoufel Mzoughi, Claude Napoléone - L'ÉCOLOGISATION, UNE VOIE POUR RECONDITIONNER LES MODÈLES AGRICOLES ET DÉPASSER LEUR SIMPLE ÉVOLUTION INCRÉMENTALE - EDP Sciences | « Natures Sciences Sociétés » 2013/2 Vol. 21 | pages 161 à 165

La transformation : le maillon manquant

Les effets de la transformation des produits sur le bilan environnement reste, si elle est isolée de son contexte, faibles, comparé par ex aux modes de production. L'analyse du cycle de vie (voir annexe 1) pour le pain issu de blé paysans bio par exemple (selon la méthode Recipe H 2016) indique que, à part pour la production de particules fines (lié à la cuisson au bois), l'impact est de moins de 5% sur la totalité du cycle ⁹.

Mais imaginer une production locale sans les unités de transformation à proximité a des conséquences sur le bilan environnemental, social mais aussi économique de l'ensemble de la chaîne de valeur et de la ferme en particulier. L'étude RCC – Références Circuits Courts¹⁰ a montré par exemple que le revenu issu de la vente en circuit court pouvait varier de 1 à 4 pour un producteur de viande bovine, selon la présence ou non d'un abattoir à proximité.

En Europe, la majorité des productions agricoles sont saisonnières (ou devraient l'être). Il est donc nécessaire de transformer lors des périodes de forte production, à la fois pour éviter d'importer le reste de l'année et pour permettre de soutenir les prix des produits locaux en période de forte production. Cela contribue en plus à améliorer la viabilité économique des producteurs locaux.

Alors même si l'efficacité énergétique d'une petite unité de transformation est a priori moins bonne qu'une production industrielle ramenée au kilo de produit, il faut mettre en parallèle la création d'emplois locaux, la diminution de la distance entre son travail et son domicile, l'autonomie alimentaire de la bio-région ou bien ramener l'énergie consommée non plus au kilo de produit mais au nombre d'emplois créés/maintenus, aux euros générés¹¹...

Des petites unités locales de transformation de fruits et légumes, de viande, de lait vont permettre l'installation d'entrepreneurs engagés dans le développement de l'économie du territoire, mais aussi, en cascade, attirer d'autres entrepreneurs des territoires au service de ces filières (outils supports) générant une économie vertueuse. Ce sont des alliés pour le facilitateur cherchant, à travers les circuits courts, à encourager la transition écologique, sociale, économique, car ils ont besoin de produits locaux issus de l'agro-écologie.

Les bouchers charcutiers, les boulangers, les fromagers, les cuisiniers... ces métiers de bouche ont la capacité également d'acheter en local. Ils peuvent devenir des alliés du facilitateur.

Et dans tous ces secteurs, des artisans mettent en place des process astucieux, (ou s'inspirent de techniques traditionnelles), qui contribuent à améliorer le bilan environnemental :

- Des brasseurs valorisent la drèche de brasserie pour fabriquer des biscuits apéritifs ou pour l'alimentation des troupeaux, récupèrent l'eau chaude liée au process de fabrication pour d'autres usages

⁹ Miriam Colin - l'analyse du cycle de vie - pain paysan bio - Terracoopa - Novembre 2018

¹⁰ RCC. Références Circuits Courts; Casdar Project: Paris, France, 2013. En ligne: <https://www.centrediversification.fr/liste-documents/13/casdar-rcc.html> (consulté le 9 décembre 2020).

¹¹ Loiseau, E.; Aissani, L.; Le Féon, S.; Laurent, F.; Cerceau, J.; Sala, S.; Roux, P. Territorial life cycle assessment (LCA): What exactly is it about? A proposal towards using a common terminology and a research agenda. J. Clean. Prod. **2018**, 176, 474-485.

- Des boulangers de pain au levain n'utilisent pas de chambre de pousse (économie d'énergie et moins d'investissement), d'autres récupèrent la chaleur du four à bois pour chauffer de l'eau ou font le choix de fours à bois à filtres de particules et optimisation de chaleur
- Des distillateurs, producteurs d'huiles essentielles, chauffent l'alambic avec du bois local
- Des artisans utilisent la lactofermentation pour conserver les légumes, procédé qui ne nécessite pas de cuisson et permet d'avoir un bilan nutritionnel intéressant

La cuisson au four à bois (pour le pain ou les pizzas) : si l'énergie est renouvelable et locale (le bois émet 4 à 20 fois moins d'équivalent CO2 que d'autres énergies classiques, notamment le granulé de bois qui rejette moins de polluants), il reste une production de particules fines qui pose problème, notamment en milieu densément peuplé. Il y a nécessité d'avoir des fours performants ou/et de mettre un filtre à particules. Voir : <https://www.picbleu.fr/page/filtre-a-particules-limiter-la-pollution-du-chauffage-bois>

L'emballage : le symbole d'un système alimentaire industriel

« La réduction de la distance de transport entre les lieux de production et de consommation permet de réduire les emballages des produits. Dans la plupart des circuits courts de proximité, les produits bruts sont peu ou pas emballés et les conditionnements liés au transport sont souvent réemployés. De plus, la consigne pour réemploi des emballages des consommateurs est fréquemment pratiquée et présente une pertinence environnementale car elle n'engendre pas de transport additionnel. Ce réemploi permet une économie tant pour la production des emballages, qu'en termes de déchets. » (ADEME : Alimentation - Les circuits courts de proximité - Juin 2017) :

L'emballage plastique, si on ne compte que les gaz à effet de serre, compte peu dans le bilan global comparé aux modes de production et au transport (voir graphique 1). Mais il va souvent de pair avec un « système » industriel, dé-localisé, dé-saisonnalisé, dont les conséquences vont bien au-delà du bilan sur les gaz à effet de serre*.

En travaillant avec des producteurs locaux qui limitent les emballages, le facilitateur agit sur toute cette chaîne de déchets plastiques (incluant la diminution des coûts de recyclage).

L'emballage en verre lui a la côte dans l'univers de l'économie locale et écologique. Pourtant, dans une étude réalisée sur le coulis de tomate fabriqué dans la région de Sommières (30) - Voir l'étude de cas - il est démontré que le verre (recyclé) compte pour environ 1/3 dans l'impact environnemental. Seule la consigne permet de diminuer notablement l'impact du verre dans le bilan énergétique. Loin de décourager les acteurs des circuits courts, ce constat a donné des ailes à des porteurs de projet de mise en place de consignes et de nombreuses initiatives voient actuellement le jour**.

* Entre 8 et 12 millions de tonnes de plastique se déversent chaque année dans les océans, soit l'équivalent d'un camion poubelle déchargé en mer toutes les minutes. Actuellement, plus de 150 millions de tonnes de plastique sont déjà présentes en milieu marin - source : <https://www.gouvernement.fr/ecologie-vers-la-fin-des-emballages-plastiques>

** exemples : « Bout'à Bout' » dans les Pays de la Loire, « Jean Bouteille » dans le nord de la France, « Ma bouteille s'appelle reviens » dans la Drôme, « J'aime mes bouteilles » dans le Jura, « Reconcil » à Paris...

La logistique (et les modes de distribution) : des marges de progrès importantes

« les émissions par kilomètre parcouru et par tonne transportée sont environ 10 fois plus faibles pour un poids lourd de 32 tonnes et 100 fois plus faibles pour un cargo transocéanique que pour une camionnette de moins de 3,5 tonnes : ils permettent de parcourir de plus grandes distances avec un impact gaz à effet de serre équivalent. »¹²

« La livraison sur les derniers kilomètres est la phase finale de livraison d'un produit. Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, la livraison du dernier kilomètre représente 25 % des émissions de GES et un tiers de celles de CO₂ (ADEME, 2017). Le dernier kilomètre est aussi très coûteux. Entre 20 et 50 % du coût total de la supply chain lui sont consacrés » (Abdelhai, Malhéné, & Gonzalez-Feliu, 2014).

Ces études sont abondamment utilisées par les acteurs des filières longues pour montrer leur efficacité environnementale.

Mais ces chiffres ne prennent en compte que les émissions de Co₂ ramenées au kilo de produit, en considérant alors qu'une tomate bio locale issue d'une semence paysanne est le même produit qu'une tomate issue d'une variété hybride, produite sous serre hors-saison et à l'étranger. Ils comparent, de fait, des produits qui pourtant ne sont pas comparables. De plus, le bilan environnemental (et économique) des investissements publics qui permettent aux camions de circuler n'est pas intégré. Plus largement, la multi-fonctionnalité liée à l'achat en circuits courts n'est pas prise en compte. Il suffit de se promener sur les marchés de plein vent pour réaliser à quel point les circuits courts contribuent au lien social. Il faudrait alors étudier le comportement global de l'acheteur : est-ce que le fait d'aller chercher ses produits chez le producteur n'est pas en même temps un loisir, au même titre qu'une balade en forêt ou une après-midi à la mer ? Si oui, l'impact environnemental de l'achat en circuits courts doit alors au moins être comparé à l'impact d'un achat en supermarché auquel on additionne l'impact du déplacement pour un loisir.

Reste qu'il est nécessaire que les circuits courts fassent des progrès, notamment sur les derniers km en zone urbaine. Le secteur est jeune, peu ou pas organisé au niveau logistique. Il y a des marges de progrès très importantes sur ce plan¹³.

Les villes, particulièrement concernées par la pollution urbaine, et sous l'impulsion du plan climat européen, créent des ZFE (zones à faible émission) dans lesquelles il ne sera plus possible de faire circuler des véhicules polluants. Ceci les incite à s'impliquer dans des projets innovants.

¹² Avis de l'ADEME - Alimentation - Les circuits courts de proximité - Juin 2017

¹³ Rapport RMT logistique. <https://www.rmt-alimentation-locale.org/post/logistique-%C3%A9tat-des-lieux-logistique-des-cha%C3%A9nes-courtes-de-proximit%C3%A9>

La mutualisation des trajets, au moins à partir de l'entrée des villes, constitue un enjeu de taille, afin de fournir les particuliers, groupements d'achats, restaurants, magasins et autres débouchés, compte tenu également que bon nombre de véhicules reviennent ensuite à vide !

Plusieurs grandes villes, en Europe, ont dans leur cartons des projets de « hubs » (plateforme logistique locale) : Nantes avec « Le Kiosque Paysan », (<https://kiosquepaysan.fr>), Lyon avec un « Marché d'Intérêt Métropolitain », Madrid avec le projet Madrid km 0 (<https://madridkmcero.es>). A Marseille, Fab'lim vient de terminer elle une étude sur les besoins et il apparait là aussi que le ou les Hub logistique(s) associé à de la mutualisation est la solution la plus adaptée pour résoudre le problème du dernier km. ¹⁴

Des acteurs privés développent également des initiatives de coordination et de la mutualisation de tournées (collecte auprès des producteurs et acheminement vers des points de livraison avec différentes approches ¹⁵

Pour diminuer le transport, une autre possibilité est d'avoir le producteur à proximité du consommateur. Les élus ont pris conscience, notamment lors de la crise sanitaire du printemps 2020, de la dépendance alimentaire de leur ville. Ils s'engagent dans des actions qui vont faciliter la production agricole en milieu urbain ou à proximité des villes (via par exemple la mise à disposition de terres). Inversement, en créant de l'activité en rural, le consommateur se trouve de fait, si le territoire s'oriente vers ce modèle des circuits courts, à proximité des lieux de production. La crise sanitaire là aussi fait bouger les lignes : le nombre de Parisiens par exemple qui veulent quitter Paris pour travailler et vivre à la campagne a fortement augmenté en 2020¹⁶. Cela apporte naturellement une nouvelle clientèle à proximité des paysans, à savoir des citoyens bien souvent déjà consommateurs de produits bio.

La mission du facilitateur est de développer son réseau relationnel afin de se rapprocher de celles et ceux qui peuvent l'aider dans la recherche de solutions les plus écologiques (élus, porteurs de projet de mobilité ou/et de centre logistiques locaux...).

¹⁴ DURET Johanna - Etude de faisabilité de scénarios de mutualisation logistique pour une alimentation durable et solidaire dans la ville de Marseille - - Fab'lim - septembre 2020

¹⁵ exemples - France / système expert : Chemin des mûres (<https://www.lechemindesmures.fr>), Le bla bla car des circuits courts : La Charrette, Coclicaux - US / plateforme intégrée qui collecte et comercialise : Local Food Hub (<https://www.localfoodhub.org>)

¹⁶ Plus de 8 cadres parisiens sur 10 souhaitent quitter la capitale, montre une étude de Cadremploi publiée en août. «

Exemples d'initiatives pour améliorer l'efficacité du transport en circuits court, sur les plans économiques, organisationnel et environnemental , en France, issus du secteur privé ou associatif indépendant

- *Mutualisation entre intermédiaires GRAP (groupement régional alimentaire de proximité) : des camions jamais à vide*

Cette organisation regroupe une cinquantaine d'épiceries de produits locaux et bio sur la région Auvergne Rhône-Alpes

L'innovation : un producteur de fromage va livrer l'ensemble des commandes des épiceries du réseau GRAP à l'épicerie du réseau la plus proche de chez lui. Le camion du GRAP qui livre les épiceries prend le colis et le dispatche pendant sa tournée, auprès des épiceries qui se sont positionnées pour acheter ce produit. Le camion n'est ainsi jamais à vide

Voir Coolivri : <http://www.coolivri.fr> (outil logistique du réseau GRAP)

- *Mutualisation entre producteurs*

Stéphanie produit des produits laitiers en Normandie. Elle récupère d'autres produits des fermes environnantes et fait le marché à Paris, à 150 km - Elle achète les produits aux autres producteurs et prend donc le risque commercial. résultat : Un seul déplacement pour une douzaine de producteurs.

Dans ces deux cas, ce sont les relations que l'animateur du projet entretient avec les autres acteurs des circuits courts qui fait la réussite.

Ces relations interpersonnelles, ces réseaux que l'on crée sur le territoire constituent un terreau fertile pour de la coopération vers une « autre économie ». Le contre-exemple, ce serait alors le projet « Promus » : des containers réfrigérés où les paysans vont déposer les produits, qui sont ensuite récupérés par des transporteurs. Les paysans des Monts du Lyonnais, par exemple, n'ont pas adhéré, car ce système leur semblait trop impersonnel : les circuits courts visent au contraire à re-personnaliser l'économie, à la réencastrier dans des relations interpersonnelles pour favoriser une économie plus durable sur tous les plans - voir <https://www.promus.fr/>

Le consommateur : un allié

AMAP, magasins collectifs, achats groupés... les initiatives citoyennes dont l'objectif est de se fournir en produits locaux de qualité fleurissent.

Les valeurs qui animent leurs créateurs les portent à rechercher des fournisseurs de produits locaux issus d'une agriculture respectueuse de l'environnement, contribuant par là-même à améliorer la culture générale du public sur ce sujet.

Ils vont par exemple accepter (et apprécier) des fruits irréguliers, ce qui contribue à diminuer les pesticides au final, car pour produire un fruit ou un légume « zéro défaut », il faut traiter en amont.

En restauration collective également, le potentiel de croissance est important. La loi Egalim (France) impose 50% de produits durables, dont 20% de bio, en restauration collective publique d'ici 2022. Acheter local permet alors à la fois de valoriser les bonnes pratiques durables déjà mises en œuvre au sein de l'agriculture de proximité et d'encourager - à l'aide d'un contrat, par exemple - la transition écologique auprès des exploitations qui ne sont pas encore engagées dans de telles pratiques. Y compris dans la restauration collective ou commerciale privée, un cuisinier ou un intendant motivé peut impulser une démarche d'achat de produits locaux et encourager un cycle vertueux sur le territoire. Des parents d'élèves peuvent inciter le maire à proposer des produits bio et locaux, des familles peuvent réclamer de tels produits dans les Ephad, etc..

La facilitateur peut utiliser cette énergie pour faire grandir ses projets, voire selon son positionnement impulser des démarches de ce type.

Conclusion

Affirmer que circuits courts alimentaires et transition écologique vont de pair ne va pas de soi en réalité. Lorsque transport, emballage, transformation locale sont considérés isolément, les circuits courts ne peuvent pas faire la preuve aujourd'hui de leur efficacité environnementale.

Le fait que les circuits courts s'approvisionnent chez des paysans engagés dans des pratiques agro-écologiques (encore faut il en être certain) mais aussi contribuent à l'écologisation de l'agriculture constitue par contre là un facteur déterminant pour une transition écologique.

Pour mesurer l'intérêt des circuits courts au niveau de la transition écologique, il est nécessaire d'avoir une approche globale. Le consommateur par exemple qui va chercher son panier de légumes bio en vélo fait bien plus que d'acheter des légumes locaux. Il assure le dernier kilomètre sans émission de gaz à effet de serre, s'informe sur la qualité des produits et partage ses connaissances avec ses enfants, cuisine des produits frais sans ajout d'additif, recycle ses déchets végétaux... l'autoconstructeur qui réalise sa maison en bois et paille local fait bien plus que son propre logement. Il valorise les sous produits de l'agriculture (paille), diminue fortement des déchets (matériaux biodégradables), ne génère pas de déchet, crée souvent son activité sur place (en télétravail par ex) et fait vivre ensuite le paysan en achetant ses produits.

Des études prospectives de grande ampleur n'ont pas encore été menées pour montrer quels seraient les effets, sur le plan de la transition écologique, d'une économie majoritairement re-localisée et re-personnalisée.

Les multinationales de la distribution ont elles depuis plusieurs années senti le vent tourner et se positionnent sur un approvisionnement en circuits courts, sur des modèles de contractualisation qui suivent les mêmes règles que pour les filières longues.

Alors faut il s'attendre à ce que se côtoient des circuits courts « d'approvisionnement » et les circuits courts d'une « économie re-localisée et re-personnalisée » ? Sans doute, car la demande est croissante et il est peu probable que les modèles mis en place par les acteurs historiques (AMAP, magasins de producteurs...) aient la capacité à y répondre dans un temps record. Les circuits courts porteurs d'une « autre économie » peuvent par contre, à moyen terme et à travers une logique d'essaimage et de mise en réseaux, rééquilibrer les rapports de force, au sein des filières comme des territoires : les facilitateurs ont un rôle clé à jouer.

Auteurs

Yuna Chiffolleau - Ingénieur en Agronomie de l'École nationale supérieure agronomique de Rennes - Doctorat en sociologie - directeur de recherche en sociologie dans le département des sciences pour l'action de l'INRAE. Elle a publié de nombreux ouvrages sur le sujet. Elle est co-fondatrice du Réseau Mixte Technologique Alimentation locale, réseau d'experts issus de la recherche, du développement et de la formation - <https://www.rmt-alimentation-locale.org>

Juliette Peres - Agronome (Montpellier SupAgro - 2004), Executive MBA (Montpellier Business School - 2017) - treize ans d'expérience dans le secteur associatif, dont 9 ans comme responsable d'une fédération de développement agricole et rural en Occitanie. Consultante-formatrice chez InCitu et responsable développement de FAB'LIM - <http://fablim.org/>

Arnaud Trollé - Directeur de l'association Savoir-Faire & Co, Créateur en 2000 et directeur délégué du réseau Savoir-Faire & Découverte - www.lesavoirfaire.fr - Développe et anime un réseau de professionnels formateurs engagés dans l'économie locale et écologique. Accompagne les reconversions professionnelles vers les métiers manuels qui favorisent la re-localisation de l'économie.

Pour en savoir plus :

Site internet du projet Rural F : <https://www.ruralfacilitator.eu/fr/>

Site internet de l'association Savoir-Faire & Co : <http://www.savoirfaireco.eu/fr/>

Site internet du Réseau Mixte Technologique Alimentation locale : <https://www.rmt-alimentation-locale.org>



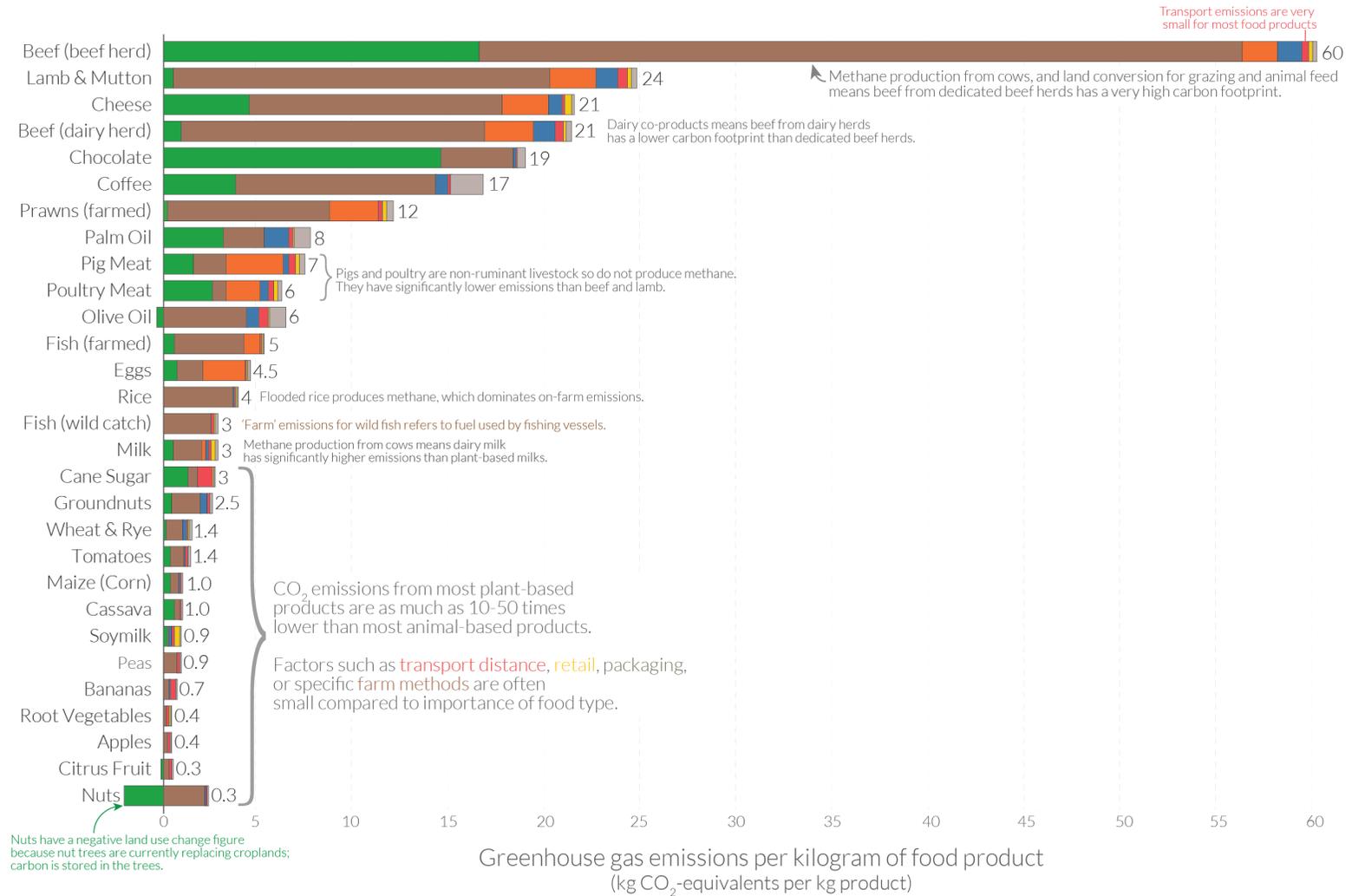
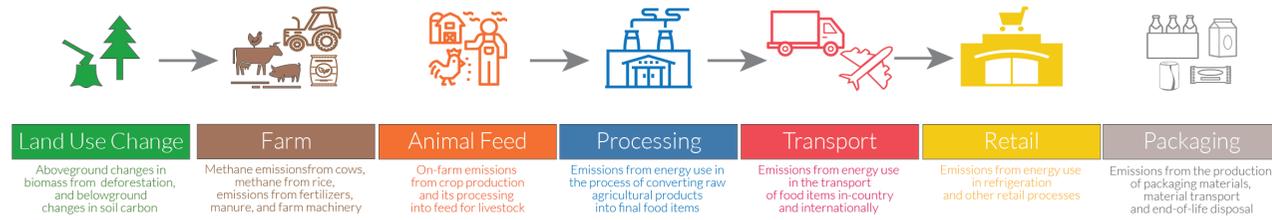
Présentation de la méthode ACV (Analyse du Cycle de Vie)

La méthode, reconnue internationalement (norme ISO 14044) a pour objectif de déterminer l'impact environnemental d'un produit ou d'un service tout au long de son cycle de vie (de l'extraction des matières premières qui le constitue, leur transformation, la logistique pour le distribuer, la phase d'utilisation jusqu'à la fin de vie). L'ACV intègre jusqu'à 18 indicateurs environnementaux (exemple : l'éco toxicité, le réchauffement climatique, la santé humaine...). L'ACV permet ainsi d'identifier les éventuels transferts de pollutions environnementales : ainsi, par exemple, la recherche de la meilleure solution pour lutter contre le réchauffement climatique ne devra pas se faire au détriment de la qualité des milieux aquatiques ou d'une consommation excessive de ressources naturelles. Cette méthode, imaginé par l'industrie pour engager des processus d'éco-conception, n'a pas cette approche systémique. Elle ne prend pas en compte par exemple le poids des investissements publics, ou les aménités sociales.

Elle est cependant utile dans les circuits courts pour voir les points de faiblesse au niveau environnemental : à utiliser comme un outil facilitant l'évolution des process et l'innovation, autant technique que sociale et économique.

Food: greenhouse gas emissions across the supply chain

Annexe 2



Note: Greenhouse gas emissions are given as global average values based on data across 38,700 commercially viable farms in 119 countries.

Data source: Poore and Nemecek (2018). Reducing food's environmental impacts through producers and consumers. *Science*. Images sourced from the Noun Project.

OurWorldinData.org - Research and data to make progress against the world's largest problems.

Licensed under CC-BY by the author Hannah Ritchie.